



territoire d'énergie

DRÔME • SDED

Territoire d'énergie Drôme - SDED
3 avenue de la gare
26300 - Alixan

Accord-cadre à bons de commandes multi-attributaire de prestations
intellectuelles

Etudes d'aide à la décision de travaux énergétiques

Procédure adaptée













En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :

30 mai 2024 à 11h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire de Services <u>Objet</u> : Etudes d'aide à la décision de travaux énergétiques
	<u>Acheteur</u> : Territoire d'énergie Drôme - SDED 3 avenue de la gare 26300 - Alixan
	Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Prestations Intellectuelles.
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	Montant maximum de l'accord cadre : 220 000 euros HT
	Profil acheteur : https://www.marches-publics.info
	Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.
	L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.
	L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales (article R.2123-5 du code de la commande publique).
	Aucune variante n'est prévue.
	La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative ni obligatoire.
	Code CPV principal de la consultation : 71221000-3 : Services d'architecte pour les bâtiments

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1.	Contexte et objet.....	4
1.2.	LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.3.	Durée	4
ARTICLE 2.	CONDITION DE LA CONSULTATION	4
2.1.	PROCÉDURE DE PASSATION	4
2.2.	Nomenclature CPV pertinente	5
2.3.	Renseignements COMPLÉMENTAIRES	5
ARTICLE 3.	ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 4.	VARIANTES.....	5
ARTICLE 5.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
ARTICLE 6.	DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 7.	MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	6
ARTICLE 8.	DELAI DE VALIDITE	7
ARTICLE 9.	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
9.1.	Dossier de candidature.....	7
9.2.	Sous-traitance.....	8
9.3.	Groupements d'opérateurs économiques	9
ARTICLE 10.	PRESENTATION DE L'OFFRE	10
ARTICLE 11.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
11.1.	Le critère technique.....	10
11.2.	Le critère prix.....	11
11.3.	La note finale	11
ARTICLE 12.	L'ATTRIBUTION	11
ARTICLE 13.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
ARTICLE 14.	LITIGES ET DIFFERENDS	12

ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. CONTEXTE ET OBJET

Dans un contexte d'une nécessaire accélération des actions d'efficacité énergétique du patrimoine des collectivités et dans le cadre de l'exercice de sa compétence optionnelle en la matière, Territoire d'énergie Drôme – SDED entend renouveler l'accord cadre ayant pour objet de diligenter des études d'aide à la décision en matière de travaux énergétiques.

L'objectif de ces études est de répondre aux exigences du Décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire, issu de la loi ELAN du 23 novembre 2018. Elles constituent un préalable avant engagement de la maîtrise d'œuvre afin que les collectivités territoriales remplissent les objectifs en matière de réduction des consommations d'énergie fixés par l'Etat.

Les bâtiments objets de ces études sont des bâtiments tertiaires communaux ou intercommunaux qui se situent sur les communes adhérentes à Territoire d'énergie Drôme - SDED et ayant souscrit à la compétence optionnelle efficacité énergétique.

Les bâtiments concernés seront principalement :

- des écoles
- des mairies
- des salles des fêtes
- des complexes sportifs
- des bâtiments socio-culturels (bibliothèques, maison des associations, MJC...)

Un site audité est défini comme étant un bâtiment unique (pouvant abriter plusieurs activités) et/ou plusieurs bâtiments ayant le même usage (exemple : groupe scolaire).

A titre purement informatif à l'attention de chacun des candidats, le précédent accord-cadre conclu pour une période de 24 mois (2022-2024) a permis de commander environ 55 études, toutes prestations confondues.

1.2. LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations s'exécuteront sur le territoire des Communes de la Drôme ayant souscrites à la compétence optionnelle efficacité énergétique de Territoire d'énergie Drôme.

1.3. DUREE

La durée de l'accord-cadre est indiquée dans le cahier des charges administratives particulières

ARTICLE 2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. PROCÉDURE DE PASSATION

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions

fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même Code. L'attribution des bons de commande se fera selon la procédure décrite dans le cahier des charges administratives particulières.

En application de l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur prévoit la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

En application de l'article R2162-4 1° du code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum en valeur ou en quantité.

Le montant maximum de la totalité des bons de commande émis par lot sur la durée de l'accord-cadre (reconductions incluses) est fixé à 220 000€ HT.

2.2. NOMENCLATURE CPV PERTINENTE

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 71221000-3 - Services d'architecte pour les bâtiments.

Code(s) CPV secondaire(s) :

- 71210000-3 - Services de conseil en architecture
- 71241000-9 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse
- 71313440-1 - Services d'étude d'impact sur l'environnement (EIA) pour la construction
- 71315400-3 - Services d'inspection et de vérification de bâtiment

2.3. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.info>

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés n'est pas justifiée par l'exécution de prestations distinctes (article L2113-10 du code de la commande publique) et serait susceptible de restreindre la concurrence (article L2113-11 du code de la commande publique).

Par ailleurs, l'allotissement entraverait le fonctionnement de l'attribution des bons de commande en cascade.

ARTICLE 4. VARIANTES

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée. Et l'acheteur n'a prévue aucune variante.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

ARTICLE 5. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

ARTICLE 6. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes (tableau de répartition des prestations en cas de groupement d'opérateurs économiques) (2024_02_DCE – AE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (2024_02_DCE – BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) (2024_02_DCE – CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) (2024_02_DCE - CCTP) et ses annexes :
 - 2024_02_DCE - CCTP_ Annexe 1-Descriptif du bâtiment et MOA
 - 2024_02_DCE – CCTP – Annexe 2 – Bilan de consommation de l'année de référence
 - 2024_02_DCE - CCTP - Annexe 3 - Questionnaire sur le ressenti et comportements des usagers
 - 2024_02_DCE – CCTP - Annexe 4 - KIT LOGOS
- Règlement Consultation (RC) (2024_02_RC)
- DC1 – Lettre de candidature
- DC2 – Déclaration du candidat individuel

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 7. MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date indiquée en première page. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.info>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),

- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse du Pouvoir adjudicateur. Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

ARTICLE 8. DELAI DE VALIDITE

Le candidat reste lié par son offre pendant **un délai de 120 jours calendaires**, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 9. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

9.1. DOSSIER DE CANDIDATURE

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents ci-après.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme des formulaires DC1 et DC2 ou à défaut d'un document unique de marché européen (DUME).

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité juridique du candidat
1	Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
2	L'attestation de régularité fiscale
3	L'attestation de régularité sociale

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Les bilans ou extraits de bilan , concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	La lettre présentant la candidature (DC1 ou DC2), les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat et, en cas de groupement conjoint ou solidaire : <ul style="list-style-type: none"> - l'habilitation de la personne représentant chaque membre du groupement, - la désignation du mandataire, - le cas échéant, l'habilitation du mandataire par les cotraitants.
2	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
3	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise , et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public
4	Les certificats de qualifications professionnelles délivrés par l'Organisme de Qualification de l'Ingénierie (OPQIBI) ou équivalents correspondant aux catégories de service prévu dans le marché
5	Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années , indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
6	Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
7	Les attestations d'assurance en matière d'accident du travail et responsabilité civile professionnelle
8	Le relevé d'identité bancaire

9.2. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire

Conformément à l'article L2193-3 alinéa 2, les tâches essentielles de ce marché seront effectuées directement par le titulaire, il s'agit :

- La visite des lieux
- Bilan énergétique et programme d'amélioration
- L'élaboration et la présentation des rapports au pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux communes concernées
- L'élaboration et la présentation du tableau comparatif résultant de l'étude technique, financière et juridique des projets alternatifs

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché :

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

9.3. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige la transformation de ce groupement en groupement solidaire ou en groupement conjoint avec mandataire solidaire afin de sécuriser la bonne exécution des prestations. En effet, les études objet de l'accord cadre sont importantes pour les communes bénéficiaires, notamment dans un contexte de performance énergétique, d'économie d'énergie et de développement durable, il est donc indispensable de garantir leur réalisation.

ARTICLE 10. PRESENTATION DE L'OFFRE

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société dès la remise de l'offre.
2	Le bordereau de prix unitaire et le détail quantitatif estimatif Les documents doivent être dûment remplis, datés et signés par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro hors taxe
3	Le mémoire technique
4	Le ou les certificats d'aptitude professionnelle OPQIBI ou équivalent
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

ARTICLE 11. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le pouvoir adjudicateur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

N°	Critères	Pondération
1	Prix	40
2	Valeur technique	60
Pondération totale des critères d'attribution		100

11.1. LE CRITERE TECHNIQUE

La valeur technique sera appréciée par référence au mémoire technique et notée sur **60 points**.

Une note technique inférieure à 30 sur 60 sera éliminatoire.

La note sera décomposée comme suit :

- Délais, qualité et pertinence de la méthode proposée pour réaliser les prestations du cahier des charges techniques. Le délai noté est le délai d'exécution d'un bon de commande indiqué dans l'acte d'engagement par le candidat / **30 points**.
- Composition et description de l'organisation de l'équipe, de ces compétences et expériences (CV, qualification des chargés d'études, effectifs de l'entreprise, moyens techniques mobilisables pour la réalisation des prestations (matériel, logiciels ...) / **10 points**.
- La bonne adéquation des moyens humains et techniques avec la spécificité des prestations à réaliser et la qualité et la clarté des livrables sur des prestations comparables / **20 points**.

Les candidats sont invités à transmettre un exemple d'audit réalisé pour chacune des prestations. Idéalement cet exemple ne devra pas être tiré d'une étude réalisée au profit de Territoire d'énergie Drôme SDED dans le cadre d'une autre mission.

11.2. LE CRITERE PRIX

L'analyse du critère prix se fera sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE) et noté sur 40 points.

Il est précisé que les prix indiqués dans le DQE devront être rigoureusement identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU), en euros hors taxe.

La note du critère prix découlera de l'analyse de ces deux documents.

Si des discordances étaient constatées, le pouvoir adjudicateur pourra rejeter l'offre du candidat.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Pour rappel est jugée comme étant une offre anormalement basse, au sens de l'article L2152-5 du code de la commande publique, une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

11.3. LA NOTE FINALE

La note finale sur 100 points sera obtenue en additionnant les deux notes : valeur technique + critère prix.

ARTICLE 12. L'ATTRIBUTION

L'accord-cadre sera attribué aux candidats présentant les offres économiquement les plus avantageuses du point de vue du pouvoir adjudicateur et ayant obtenu des notes globales plus élevées.

Toute note sur le critère technique inférieure à 30 sur 60 sera éliminatoire.

Le classement initial nécessaire pour le fonctionnement de l'attribution des bons de commande en cascade sera établi à partir de cette notation

ARTICLE 13. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Renseignements administratifs :

Cyndie PEREIRA, Juriste en charge de la commande publique

Renseignements techniques :

Cyril LAMBERT, Collaborateur technique – Service Performance Énergétique

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info>

ARTICLE 14. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Grenoble
Tél. : 04 76 42 90 00
Fax : 04 76 42 22 69
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Grenoble
Tél. : 04 76 42 90 00
Fax : 04 76 42 22 69
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies et délais de recours (conformément à l'article R421-5 du CJA)

- Référé précontractuel tel que décrit aux articles L551-1 à L551-12 du CJA devant être introduit avant la signature du contrat (11 jours de délai de standstill).
- Référé contractuel tel que décrit aux articles L551-13 à L551-23 du CJA devant être introduit après la signature du contrat et dans un délai de 31 jours à compter de la notification du contrat si le pouvoir adjudicateur n'a pas respecté le délai précontractuel de l'article L551-15.
- Recours de pleine juridiction devant être exercé dans les 2 mois suivant la présente notification.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA et devant être exercé dans les deux mois suivants la présente notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.